



## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



**PREVENTION CONTRE LES EXPLOITATIONS**

**ET ABUS SEXUELS**

**( PEAS)**

###### PLAN D’ACTION 2020-2021

**Contexte et justification**

L’exploitation et les abus sexuels (EAS) sont des actes éthiquement et juridiquement inacceptables susceptibles d’être commis par le personnel des Nations Unies ou de personnel apparenté, y inclus ceux et celles impliqués dans l’assistance humanitaire, l’aide au développement et le maintien de la paix.

La crise qui prévaut en République Centrafricaine se traduit par diverses violations des droits de l’homme dont les violences basées sur le genre, notamment les exploitations et abus sexuels (EAS), constituent une partie significative des violations recensées.

L’expression “exploitation sexuelle” désigne le fait d’abuser ou de tenter d’abuser d’un état de vulnérabilité, d’un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris, mais non exclusivement, en vue d’en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique.

On entend par “abus sexuel” toute atteinte sexuelle commise par la force ou la contrainte ou à la faveur d’un rapport inégal, la menace d’une telle atteinte constituant aussi un abus sexuel[[1]](#footnote-1).

Ces actes constituent une conduite prohibée par les normes de conduite régissant le fonctionnariat des Nations Unies, les agences des Nations Unies et leurs partenaires.

C’est pourquoi l’Équipe Humanitaire Pays (HCT) et Équipe Pays des Nations Unies (UNCT) se sont engagés à œuvrer pour la protection contre l’Exploitation et l’Abus Sexuels (EAS). Plusieurs mesures ont été mises sur place, par exemple un Protocole de partage d’informations et de rapportage d’allégations d’Exploitation et d’Abus Sexuels entre la MINUSCA, les Agences, les Fonds et Programmes des Nations Unies, les ONG internationales, le gouvernement et les partenaires locaux.Ledit protocole a été adopté en septembre 2018 et sera actualisé au cours de cette année.

Le présent plan de travail est élaboré en s’inspirant des recommandations faites par la Mission d’Appui de l’Équipe « Interagency Standing Committee » (IASC) déployée en République Centrafricaine entre 20 mars et 4 avril 2021 et vise à faire intégrer de façon efficace les 6 principes relatifs aux exploitations et abus sexuels. La mise en place des quatre structures PEAS en République Centrafricaine renforcera la coordination et contribuera à la mise en œuvre du programme PEAS et du plan d’action PEAS.

**Objectifs et résultats attendus**

L’objectif général visé est de renforcer les mécanismes de prévention des exploitations et abus sexuels par les membres de l’Équipe Humanitaire Pays (HCT) et Équipe Pays des Nations Unies (UNCT) en République Centrafricaine en mettant en œuvre les recommandations faites par l’Équipe IASC récemment déployée en appui à République Centrafricaine entre mars et avril 2021.

**Les objectifs spécifiques sont les suivants :**

* Renouveler l’engagement des acteurs humanitaires/développement par la signature du code de conduite relative aux EAS en République Centrafricaine ;
* Renforcer les mécanismes de prévention et de réduction des risques de survenance des EAS en République Centrafricaine ;
* Mener une large campagne de sensibilisation ;
* Assurer la mise en œuvre effective du protocole et des autres mécanismes de partage d’information sur les allégations/ cas de EAS ;
* Renforcer la coordination entre les structures interagences de PEAS ;
* Assurer l’accès des victimes à l’assistance de qualité et le référencement adéquat basé sur les besoins et intérêts de la victime ;
* Améliorer et adapter les mécanismes communautaires de rapportage des allégations aux réalités locales ;
* Renforcer/améliorer les mécanismes de responsabilité face aux allégations/cas de EAS ;

**Les résultats attendus sont les suivants :**

* Des mécanismes de prévention et de mitigation de risques sont renforcés et mis en œuvre conjointement par les agences des Nations Unies et les organisations humanitaires et les communautés.
* Les communautés ainsi que les acteurs humanitaires/développement sont sensibilisés/formés sur les six principes relatifs aux EAS et sur les mécanismes de rapportage des allégations et de référencement.
* Les mécanismes et les structures interagences de PEAS sont renforcés en République Centrafricaine.
* Les victimes d’EAS reçoivent une assistance et des services de qualité.
* La base des données des allégations/cas d’EAS est continuellement mise à jour.
* Les mécanismes de responsabilité individuelle et collective face aux EAS sont transparents et renforcés.

Pour l’atteinte des objectifs visés, les interventions porteront sur quatre axes principaux à savoir :

* la prévention
* l’engagement des communautés ;
* la réponse ;
* la coordination interagence ;
* la responsabilité.

**Mise en œuvre et suivi-évaluation du plan de travail**

Le plan de travail sera conjointement mis en œuvre par les agences des Nations Unies, les membres de l’Equipe Humanitaire Pays et les organisations membres du réseau EAS, avec des efforts conjugués de mobilisation de ressources.

Au niveau stratégique, *le « PEAS Steering Group »* (dirigé par le RSSG) et *la PEAS Task Force* (dirigée par la DSRSG/RC/CH), donnent le cadre d’orientation tandis qu’au niveau opérationnel et technique, *le « PEAS Core Group »* et le Réseau Humanitaire/développement PEAS assure la mise en œuvre des initiatives interagences sur la PEAS.

#### PLAN D’ACTION 2020-2021

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **RESULTATS** | ACTIVITES | INDICATEURS | CIBLES | RESPONSABLE | BUDGET  (Usd) | PERIODE | | | |
| **AXE 1 : PREVENTION DES CAS D’EAS** | | | | | | T1 | T2 | T3 | T4 |
| Résultat 1: *Les mécanismes de prévention des cas d’EAS sont renforcés tenant compte des besoins des communautés et du contexte local* | | | | | | | | | |
| Produit 1.1 : L’engagement des Organisations humanitaires/développement au Code de conduite et au Protocole de partage d’information est renouvelé. | * Organiser une séance d’engagement/signature du Protocole de Partage d’information entre toutes les Agences/ Organisations humanitaires/développement. | * #Copies d’engagement du code de conduite signées et nombre d’Agences et d’Organisations humanitaires/développement qui ont signé l’engagement. | * 100% des Agences et ONG membres du Réseau PEAS. | * Les Chefs de Missions/ Directeurs pays/Représentants (lead). * Le Coordonnateur PEAS (appui). | 10000 | **X** | **X** | **X** |  |
| * Plaider auprès du Ministre du Plan et de celui de l’action humanitaire pour l’inclusion de la signature du Code de conduite et du protocole de partage d’information sur les allégations d’EAS comme un des critères d’accréditation des acteurs humanitaires/développement en République Centrafricaine. | # Réunions avec les Ministères concernés | Ministères clés | DSRSG/RC/CH (lead)  Chefs d’Agence (Appui) | 1000 |  |  | **X** | **X** |
| Produit 1.2. :  Les campagnes de sensibilisations des populations affectées intégrant des messages clés et harmonisés sont menées jusqu’au moins dans les sous-préfectures. | * Élaborer une stratégie de communication externe pour la cohérence dans la communication avec les communautés. | * Une stratégie de communication, révisée par le Core Group et endossée par le Réseau PEAS. | 1 | * Le Coordonnateur PEAS (pour le draft). * Le « Core group » et les PF du Réseau PEAS pour révision. * Le groupe de communication de l’Equipe Humanitaire Pays | 0 |  | **X** |  |  |
| * Insérer des messages clés pour une communication spécifique sur la PEAS lors des journées internationales (par exemple : journée internationale de la femme, journée de la femme rurale etc…). | * Des messages élaborés | Audience des journées internationales | * PEAS Coord (Lead) * Le groupe de communication de l’Equipe Humanitaire Pays | 0 | X | X | X | X |
| * Préparer et traduire les messages clés en Sango et en Arabe et les rendre accessibles aux communautés. | * Des supports de communication traduits en Sango et en Arabe | * 7200 | * Toutes les Agences/ONGs | 1000 |  |  | **X** |  |
| * Lancer officiellement la campagne de sensibilisation sur la PEAS en République Centrafricaine. | * Une déclaration médiatisée du lancement. | 1 | * La DSRSG/RC/HC | 10000 |  |  | **X** |  |
| * Mener une large campagne de sensibilisation jusqu’au moins au niveau des sous-préfectures. | * Nombres de séances menées | 72 Séances | * Les PF du Réseau PEAS | 50000 |  |  | **X** | **X** |
| * Faire passer des messages par des canaux et supports de communication accessibles à la population (théâtres, publicités, affiches, réseaux sociaux, radios…). | * Nombre de supports développés et messages lancés | 7200 | * Toutes les Agences/ONGs | 50000 |  |  | **X** | **X** |
| Produit 1.3 : Les travailleurs humanitaires et de développement sont sensibilisés et formés sur la PEAS. | * Intégrer les 6 principes relatifs à la PEAS dans les briefings sécuritaires et dans les formations d’induction pour les nouveaux arrivants. | * Nombre de briefings sécuritaires intégrant la PEAS. | * 100% des briefings sécuritaires. | * Les PF/Réseau PEAS. * EHP | 0 |  |  | X | **X** |
| * Organiser des séances de renforcement des capacités sur la PEAS (prévention, réponse, investigation, partage d’information, assistance aux victimes) pour tous les Points Focaux du Réseau PEAS. | * Nombre de PF formés | * 100% des PF du Réseau PEAS | * OIM (lead) * Le Core Group/ * le Coordonnateur PEAS ( appui) | 50000 | **X** | **X** | **X** | X |
| * S’assurer que tous les fonctionnaires du secteur humanitaire et de développement (Nations Unies et partenaires d’exécution) ont complété le cours en ligne sur la PEAS avant toute mission sur le terrain. | * Statistiques de chaque Agence/Organisation | * 100% du personnel œuvrant dans le domaine humanitaire et de développement | * Le Coordonnateur PEAS (Lead) * Les PF PEAS (appui) | 0 |  |  |  |  |
| * Diffuser le Bulletin du SG sur les EAS ainsi que les 6 principes relatifs à l’EAS à tout le personnel des Nations Unies ainsi que les partenaires d’exécution. | * # de bulletins distribués | * 1000 | * Les PF/Réseau PEAS | 10000 |  |  | **X** | **X** |
| * Produit 1.4 : Le Gouvernement Centrafricain est impliqué dans la PEAS | * Organiser le plaidoyer au niveau des ministères avec lesquels les NU collaborent afin que la question de PEAS soit intégrée dans l’action gouvernementale. | * #Rencontres organisées avec les Ministères concernés. | * 2 Rencontres | * DSRSG/RC/CH (Lead) * Chefs d’Agences/Organisations et Coordonnateur PEAS(Appui) | 0 |  |  | **X** | **X** |
| * Plaider pour l’application effective du Décret portant Gratuité des soins dans les FOSA en République Centrafricaine. | * # séances de plaidoyer | * Les Ministères ayant la santé et celui ayant les affaires humanitaires dans ses attributions | * DSRSG/RC/CH * Les Chefs d’Agences | 0 |  |  | **X** | **X** |
| **AXE 2 : EVALUATION DES RISQUES EN MATIERE DE PEAS** | | | | | | | | | |
| *Résultat 2 : Les interventions en matière de PEAS sont menées sur base d’une évaluation des risques.* | | | | | | | | | |
| **Produit 2.1 :** L’Évaluation des risques est menée régulièrement et actions de réduction desdits risques sont mises en œuvre par les Agences/ Organisations. | * Mettre à jour les évaluations de risques déjà faites partager dans le réseau. | * Un fichier des évaluations | Les Agences | Toutes les Agences/Organisations ayant conduit l’évaluation des risques. | 0 | **X** | **X** | **X** | **X** |
| * Effectuer une évaluation des risques liés à la PEAS en priorisant les zones à haut risque identifiées. | * Rapports d’Évaluation | * Toutes les Préfectures | * Les PF PEAS (Lead) * Coordonnateur PEAS (Appui) | 25000 | **X** | X | **X** | **X** |
| * Compiler toutes les évaluations de risques déjà faites ainsi que les mesures/actions menées. | * Un fichier | * Les Agences/ Organisations | * Le Coordonnateur PEAS (Lead) * Les PF PEAS (Appui) | 0 |  |  | **X** | **X** |
| * Organiser l’évaluation des risques en rapport à la PEAS des partenaires | * Un fichier |  | * UNICEF et UNFPA(Lead) * Le Coordonnateur PEAS ( Appui) | 10000 |  | X | **X** | **X** |
| * Organiser une session interagence de renforcement des capacités des PF PEAS sur l’évaluation sur l’usage des outils d’évaluation des risques PEAS. | * Rapport d’activités | * Tous les PF | * Le Coordonnateur PEAS (Lead) * UNICEF et UNFPA (Appui) | 25000 |  |  | X | **X** |
| Résultat 2.1 : La PEAS est intégrée pendant la planification, l’exécution et l’évaluation des programmes/activités humanitaires/développement | * S’assurer que la thématique PEAS est systématiquement intégrée dans les activités humanitaires et de développement | PEAS dans les plans d’action | Les actions de réponse humanitaire/développement | * Les Chefs d’Agences * Le « Core group » et les PF (Appui) | 0 | **X** | **X** | X | X |
| **AXE2 : LE PARTAGE D’INFORMATION SUR LA PEAS** | | | | | | | | | |
| *Résultat 2 : Le circuit et les modalités de partage de l’information relative aux allégations/cas d’EAS est connu par tous les acteurs concernés* | | | | | | | | | |
| * Produit 2.1 : Le protocole de partage d’information est revu et connu par tous les partenaires impliqués dans la prévention des EAS. | * Réviser et actualiser le protocole de partage d’informations EAS d’après les rôles et responsabilités des membres du HCT/UNCT, les obligations incluses dans le Protocole d’Assistance aux Victimes, et le besoin de préciser la coordination de la protection et l’assistance dans le contexte des investigations SEA. | * Nouveau protocole préparé et adopte | * Les CBCM | * Coordonnateur PEAS   (lead)   * « Core group » et PF (Appui) |  |  | **x** | **x** |  |
| * Vulgariser et disséminer le protocole de partage d’information EAS aux personnels œuvrant dans le domaine humanitaire/développement. | * Nombre de séances de vulgarisation/ copies distribué. | Les relais communautaires | * Les PF/Réseau PEAS | 10000 |  |  | **x** | **x** |
| * Organiser une session de renforcement des capacités sur les principes de partage d’information. | Rapport d’activité | Tous les PF | * PEAS Coord (Lead) * Core Group (Appui) | 25000 |  |  | **x** | **x** |
| **AXE 3: COORDINATION ENTRE LES STRUCTURES ET ACTEURS PEAS** | | | | | | | | | |
| *Résultat 3 : Les structures PEAS sont coordonnées et les Directives du niveau stratégique sont mises en œuvre au niveau opérationnel et technique* | | | | | | | | | |
| Résultat 3.1 Les structures du PEAS de la RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINEsont fonctionnelles | * Mettre en place les 4 structures de coordination PEAS selon les critères définis dans les TdRs de chacune d’elles. * Organiser une séance de lancement des travaux des structures PEAS | Les Agences et ONG désignées  # de réunions | 12  1 | * DSRSG/RC/CH (Lead) * L’EHP/UNCT (Appui)   DSRSG/RC/CH (lead)  La Task force (appui) | 0  20000 |  | **x** X |  |  |
| * Tenir des réunions des points focaux PEAS | # de réunions | 12 | PEAS Coordination (lead) | 10000 | **X** | X | **X** | **X** |
| * Proposer un système de coordination décentralisé au niveau préfectoral. | * Système propose | * Préfectures | * Core group (lead) * PF PEAS | 10000 |  |  | **X** | **X** |
| Produit 3.2 :Les structures PEAS sont connus de toutes les organisations. | * Organiser un atelier de travail pour tous les PF du Réseau PEAS pour les mettre au même niveau d’information sur la PEAS, les structures PEAS et le protocole de partage d’information. | * Rapport d’activité | Tous les PF | * OIM (lead) * Coordonnateur PEAS (Appui) | 25000 |  |  | **X** |  |
| * Organiser des rencontres trimestrielles dans les structures décentralisés PEAS | * Minutes | 1/mois | * Le PEAS   Coordonnateur ( lead)   * Core group (appui) | 40000 |  |  |  | **X** |
| Produit 3.3 : Le Financement pour un contrat TA ou encore mieux FTA du Coordonnateur PEAS est disponible afin de rendre le poste plus stable. | * Mobiliser des ressources nécessaires pour le financement du Poste plus stable du Coordonnateur PEAS. | * Fonds disponibles | - | * DSRSG/RC/CH (Lead) * UNFPA * Task Force PEAS (appui) | 240000 | **x** | **x** | **x** | **x** |
| * Assurer la continuité du poste dédié à la PEAS en RCA. |  | Les candidats de la liste d’attente | * DSRSG/RC/CH (Lead) * PEAS Champion (Appui). | 0 |  | **x** | **x** | **x** |
| * Identifier et désigner un back-up en cas d’absence du Coordonnateur PEAS | * Une note/email de désignation | Les membres du Core group | DSRSG/RC/CH | 0 | **X** | | | |
| Produit 3.4 : La coordination et la collaboration entre les structures PEAS, la SVRO ainsi que les autres acteurs impliqués dans la prévention et la réponse EAS est améliorée. | * Organiser des séances de travail périodiques entre Coordonnateur PEAS, SVRO, Sous-Cluster VBG et CP pour échanger sur les tendances liées à l’assistance aux victimes. | Minutes | 1/mois | Coordonnateur PEAS (lead) SVRO, Sous-Cluster VBG (appui) | 10000 |  | **x** | **x** | **x** |
| Résultat 3.5 : Les structures PEAS sont décentralisées au niveau Régional. | * Identifier par région les organisations présentes et engagées dans la PEAS, VBG, Protection des enfants pouvant participer dans les groupes de travail régionaux. * Mettre en place des groupes de travail régionaux dédiés à la PEAS. | * Nombre d’Organisations recensées * Nombre de groupe de travail | 6 Régionaux  6 Groupes de travail | Les PF/Réseau PEAS   * Le Coordonnateur PEAS (Lead) * Le Core group et les PF et ICCG (Appui) | 0  15000 |  |  | **x** | **x** |
| Produit 3.6 Améliorer l’accès aux mécanismes de préparation de rapports et documentation de l’assistance des victimes des EAS | * Compiler les informations sur l’assistance aux victimes | * Les informations sont reçues et documentées |  | * SVRO (Lead) * Les PF/Réseau PEAS   (Appui) | 0 |  |  | **x** | **x** |
| * Effectuer le plaidoyer pour la coopération inter-agence pour assurer le respect pour le Protocole sur l’Assistance aux Victimes | * # d’activités de plaidoyer | Le Réseau PEAS | * SVRO (Lead) * Coordonnateur PEAS (Appui) | 0 |  |  | **x** | **x** |
| * Assurer la continuité du développement d’un système de tracking de l’assistance aux victimes. | * Une initiative de tracking est mise sur place | - | * SVRO (Lead)/ * Coordonnateur PEAS (Appui) | - | **x** | **x** | **x** | **x** |
| * Promouvoir l’implémentation des standards communs pour la provision d’assistance et soutien. | * # standards communs sont adoptes. | Le Réseau PEAS | * SVRO/Sous-cluster SGVB (Lead) * Coordonnateur PEAS (Appui) | - |  | **x** | **x** | **x** |
| * S’assurer que les victimes reçoivent un feedback sur le statut des investigations y compris des sanctions à l’encontre des auteurs | * # de feedback partages | Les FP du Réseau | * SVRO (lead) * /Core groupe/organisations membres du réseau EAS ( Appui) | - |  |  | **x** | **x** |
| * Documenter et partager les bonnes pratiques de résolution de cas d’EAS centrées sur les droits de la victime au sein du réseau EAS | # de bonnes pratiques son documentées et partagées | - | * SVRO(Lead) * Core group/organisations members du reseau EAS | - |  |  | **x** | **x** |
| * Soutenir et conseiller des mécanismes de soutien aux victimes, y inclus pour l’accès à la justice, des services et recours juridiques et des réparations. | * # d’avis partages | - | * SVRO(Lead) * Core group/organisations members du reseau EAS | - |  |  | **x** | **x** |
| **AXE 4 : RÉFÉRENCEMENT DES VICTIMES ET ACCÈS AUX SERVICES** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 4 : Les victimes/survivantes ont accès à une assistance de qualité qui tient compte de leurs besoins*** | | | | | | | | | |
| Produit 4.1 : Les barrières à l’accès des survivantes aux services médicaux sont réduites ou enlevées | * Assurer la prise en charge systématique des victimes de EAS indépendamment des procédures d’enquête en cours ou déjà menées. | % des incidents de EAS répertoriés pris en charge. | Les fournisseurs de services | * Organisations prestataires de service et membres du sous-cluster VBG (LEAD) SVRO (appui) | - | **x** | **x** | **x** | **x** |
| * Plaider au niveau du gouvernement (ministre de la Santé) d’accorder un accès effectif à l’assistance médicale gratuit pour les victimes de VBG (*Décret portant Gratuité des soins dans les Formations Sanitaires (FOSA) en République Centrafricaine du 15/02/ 2019 voir Résultat 1.3*). | Une déclaration/ minute | 1 séance | * DSRSG/RC/CH/Chefs d’Agences ( Lead) * Le Coordonnateur PEAS/SVRO ( Appui) | 1000 |  | **x** | X |  |
| Produit 4.2 : Les ressources d’assistance aux victimes sont mobilisées et disponibles et les espaces surs pour les survivantes sont multipliés | * Mobiliser plus de ressources pour une assistance de qualité aux victimes et créer plus d’espaces sûrs pour les survivantes, avec le soutien de la Défenseuse des Victimes. | Fonds promis/ disponibles | Les bailleurs/ fournisseurs de services | * DSRSG/RC/CH ( Lead) * VRA/SVRO (Appui) | - |  | **x** | **x** | **x** |
| Produit 4.3 : Le système de référencement vers les services de prise en charge VBG au profit des victimes d’EAS dans chaque zone affectée est vulgarisée. | * Organiser des séances de vulgarisation des mécanismes de référencement et d’assistance aux victimes. | * Rapport d’activité | * les relais communautaires | * Les Points Focaux * Le Coordonnateur PEAS ( appui) | 20000 |  |  | **x** | **x** |
| * Renforcer les capacités des PF PEAS sur le nouveau protocole U.N. d’assistance aux victimes des EAS de février 2021 | * Nombres de PF formés | * 100% des PF | * Coordonnateur PEAS   (Lead)   * SVRO/Sous-Cluster SGVB et UNICEF (appui) | 20000 |  |  | **X** | **X** |
| * Élaborer, discuter et valider des critères de clôture de cas et en assurer leur vulgarisation auprès des prestataires de services. | * Rapport d’atelier | - | * UNICEF ( Lead) * Le « Core group » et les PF du Réseau PEAS pour révision. | 20000 |  |  | **X** |  |
| * Distribuer à tous les PF du Réseau le schéma et les autres outils de réception, référencement des allégations/cas. | * Feedback des PF du Réseau | 100% des PF | * Coordonnateur PEAS et S-Cluster VBG Coordonnateur | 0 |  |  | **X** |  |
| * Finaliser les consultations et discussions d’un SOP sur la durée, la portée et la clôture de l’assistance aux victimes de l’EAS. | * Une SOP signée | * Services d’assistance * Gouvernement RCA | * UNICEF, SVRO et Division des Droits de l’Homme-MINUSCA ( Lead) |  |  | X | X |  |
| * Produire un rapport annuel sur l’assistance aux victimes en République Centrafricaine. | * Un rapport finalisé |  | * SVRO (lead) * Core group (appui) |  |  |  |  | X |
| * Maintenir à jour la cartographie des services/ fournisseurs d’assistance au moins par Préfecture. | * Une matrice de cartographie des services | Les Fournisseurs de service | * Coordonnateur PEAS et S-Cluster VBG (lead) * SVRO (appui) |  | **X** | **X** | **X** | **X** |
| **AXE 5 : MECANISMES COMMUNAUTAIRES DE RAPORTAGE/SIGNALEMENT DES ALLEGATIONS** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 5 : La population dispose des mécanismes adéquats de signalement des allégations qui tiennent compte des réalités et du contexte local*** | | | | | | | | | |
| Produit 5.1 : Les Mécanismes communautaires de plaintes PEAS sont révisés, vulgarisés et sont basés sur les besoins et les opinions de la population. | * Révision des mécanismes communautaires et des mécanismes de référencement, pour soutenir le réseau PEAS a compléter et à renforcer les réseaux existants, pour encourager les mécanismes inter-agences pour évaluer la sureté et l’accessibilité des mécanismes pour présenter des rapports et assurer que la communauté a confiance à les utiliser, en faisant les changements nécessaires pour accroitre l’accès au soutien et assistance. | * Les mécanismes revus | Les CBCM | * Les PF (Lead) * Le PEAS Coord et SVRO (Appui) |  |  |  | **X** | **X** |
| * Mettre à jour et partager à tous les PF PEAS la cartographie des mécanismes de feedback et de plainte existants en République Centrafricaine | * Un document de cartographie | * Toutes les préfectures | * Ground Truth Solutions en (Lead) * Coordonnateur PEAS, UNICEF et OCHA ( Appui) |  |  |  | **X** | **X** |
| * Renforcer les capacités des relais communautaires sur le fonctionnement des mécanismes communautaires de plainte. | * Nombres de séances et rapports d’activité | * 100% des relais communautaires | * Groupe de travail AAP (UNICEF-OCHA) * Coordonnateur PEAS | 50000 |  |  | **X** | **X** |
| * Renforcer la coordination entre les Agences/Organisations humanitaires/développement sur les CBCM. | - |  | Groupe de Travail AAP (UNICEF-OCHA)  Coordonnateur PEAS  Clusters | - | **X** | **X** | **X** | **X** |
| * Collecter auprès des autres partenaires y compris les autres Coordonnateur PEAS les bonnes pratiques sur les CBCM ainsi que les types des cas aux fins d’assurer l’amélioration des services au niveau communautaire. | Bonnes pratiques recensées | IASC | Le Coordonnateur PEAS (lead)  Groupe de Travail AAP en appui | 0 |  |  |  | **X** |
| ***AXE 6: RESPONSABILITE*** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 6 : Les mécanismes de responsabilité individuelle et institutionnelle en matière de PEAS sont renforcés.*** | | | | | | | | | |
| Produit 6.1 : Une capacité d’établissement des faits pour les investigations complémentaires des allégations/cas est mise en place.  y inclus des orientations pour la coordination entre les acteurs en charge de protection et de l’investigation pour soutenir les victimes et témoins qui participent dans procédures | * Organiser une formation spécifique sur la conduite des investigations pour tous les Points Focaux PEAS du Réseau. | * Rapport de formation | Points Focaux | * PEAS Coord (Lead) * SVRO et autres expertises (Appui) | 50000 |  |  |  | **X** |
| * Coordonner la préparation d’une liste de personnes ayant une expertise dans les VBG, SEA et la protection avec une connaissance du contexte local. | * Une liste d’expertes est disponible | Les Agences/Organisions | * PEAS Coord (lead) * Le Core Group et Cluster VBG/ en appui | 0 |  |  | **X** | **X** |
| * Soutenir le développement d’une feuille de route PEAS pour la partie nationale. | * Une feuille de route pour la partie nationale | Ministères concernés | * UNCT/HCT (lead) * PEAS Coord (appui) | 10000 |  |  |  | X |
| Produit 6.2 : L’évaluation des capacités des partenaires d’exécution dans le domaine de la PEAS est harmonisée et utilise des outils IASC. | * Renforcer, à l’aide des outils pertinents notamment l’Outils IASC, les capacités de toutes les Agences à l’évaluation des capacités des organisations humanitaires/développement à la prévention et à la réponse en matière de PEAS. | * # de PF Formés | Points Focaux | * UNICEF et UNFPA (Lead) * Coordonnateur PEAS (Appui) | 25000 |  |  | X | X |
| * Évaluer régulièrement, par des outils harmonisés, les Organisations Humanitaires/développement à gérer les allégations/cas d’EAS. | * Une base des données | Les ONG partenaires | * Chefs d’Agences (lead) * Coordonnateur PEAS (appui) | 10000 | **X** | **X** | **X** | **X** |
| * S’assurer l’intégration de la PEAS dans toutes les interventions de acteurs humanitaires/développement. | * Rapport rédigé |  | * Les Points Focaux PSAE | 0 |  | **X** | **X** | X |
| * Clarifier les raisons d’inéligibilité / levée d’inéligibilité d’une organisation au fonds humanitaire à la suite d’une allégation/cas d’EAS. | * Divulguer le manuel opérationnel du Fonds Humanitaire | Les partenaires du Fonds humanitaire | * OCHA (Lead) * Coordonnateur PEAS/SVRO (appui) | 0 | **X** | **X** | **X** | **X** |
| Produit 6.3: Des mécanismes de signalement électronique qui respectent les principes de confidentialité et d sécurité de l’information sont mis en place. | * Identifier les moyens de signalement électronique possibles et accessibles * Vulgariser l’outils de signalement électronique auprès de toutes les Agences/Organisations humanitaires/développement. | Des mécanismes de signalement électronique sont mise en place et divulguées | - | * Toutes les agences/organisations (Lead) * Le Core group (appui) | - |  |  | **X** | **X** |
| * Promouvoir et soutenir la coordination entre les mécanismes de redevabilité en place avec le système de réponse aux plaintes/ besoins des victimes. | - | L’EHP | AAP, UNICEF-OCHA -UNHCR | **10000** |  |  | **X** | **X** |

1. Secretary-General's Bulletin: Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse (ST/SGB/2003/13), 9 October 2013. [↑](#footnote-ref-1)